

# Ces villes moyennes autrefois tranquilles gagnées par la délinquance : notre classement de 400 communes

Par [Jean-Marc Leclerc](#), [FIG Data](#) et [Nicolas Mondon](#)

Publié hier à 17:52,

Mis à jour hier à 18:04

[Écouter cet article](#)

00:00/06:53



Des CRS patrouillent dans le centre de Nantes, le 28 septembre 2022. *Sebastien SALOM-GOMIS/SIPA*

**EXCLUSIF - Violence de rue, cambriolages... Le Figaro a analysé les crimes et délits dans les villes de 20.000 à 100.000 habitants. Édifiant.**

Valenciennes, Douai, Lens, Roubaix, Maubeuge, Montbéliard, Agde, Arras, Auxerre ou Angoulême au coude à coude avec la bouillante Courneuve, Bobigny et Avignon pour les agressions. Il s'agit là des coups et blessures volontaires recensés à l'année, hors du cadre familial, par la police et la gendarmerie. Pour schématiser : la violence

«gratuite » (hors vols), dans l'espace public, au travail, à l'école. Elle n'épargne plus les villes moyennes, même si certaines, par contraste, font figure de havres de paix. Comme Chatou, Le Perreux-sur-Marne, Gif-sur-Yvette, Vanves, Palaiseau ou Le Plessis-Robinson, avec son réseau de caméras et sa police municipale armée. Là, on recense en moyenne chaque mois à peine un fait pour 10.000 habitants.

*Le Figaro* a analysé dans le détail les derniers chiffres du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), mis à jour le 12 septembre dernier, à l'échelle de la commune\*. Une matière précieuse qui permet de classer les villes, selon leur taille et selon le type d'infractions, mais aussi et surtout qui éclaire les évolutions entre 2017, début du premier quinquennat Macron, et 2021, dernière année pleine exploitable.

L'on découvre alors que, parmi les quelque 400 villes de 20.000 à 100.000 habitants retenues dans les registres de Beauvau, à la rubrique des coups et blessures (hors famille), Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, a dégringolé de 175 places, avec un doublement du nombre de faits pour 10.000 habitants en cinq ans; idem pour Les Pennes-Mirabeau, au nord de Marseille (qui descend de 169 places), ou Tournefeuille, à l'ouest de Toulouse (qui perd 161 places). La dégradation est aussi flagrante à Menton, Vienne, Massy, Bagneux ou Neuilly-sur-Seine (qui recule de 120 places, les agressions pour 10.000 habitants y ayant grimpé de 80% en cinq ans). Il s'agit bien là de disparités sectorisées qui ne sauraient s'expliquer par la crise du Covid et l'impact de ses confinements, qui concernaient tout le pays.

## **La périphérie nantaise, championne des cambriolages**

Dans cet éloquent palmarès, les championnes des cambriolages se situent dans la périphérie nantaise, capitale régionale décidément bien handicapée sur le plan sécuritaire, notamment dans ses banlieues de Rezé ou Saint-Sébastien-sur-Loire. Carcassonne n'est pas loin, suivie d'Avignon, bien malade. Et puis, à quelques coudées dans le tableau, Talence, au sud de Bordeaux, Valence, mais aussi Arcueil, dans le Val-de-Marne, ou bien Sceaux, dans les Hauts-de-Seine, au même niveau que Roubaix, avec 52,5 faits pour 10.000 habitants, soit deux cambriolages par semaine en moyenne.

Ces chiffres indiscutables émanent, rappelons-le, du ministère de l'Intérieur lui-même. Et encore, ne s'agit-il que des faits portés à la connaissance des autorités et transmis à la justice, car toutes les victimes ne portent pas plainte. Pour diminuer le risque de

voir disparaître chez soi bijoux, objets connectés et tableaux de famille, mieux vaut habiter à Beaupréau-en-Mauges, près de Cholet, à Ajaccio, Fougères, Lannion ou Compiègne, où les faits pour 10.000 habitants sont inférieurs à 10 par an.

## Classements des villes moyennes

Par indicateur de délinquance. Pour les communes entre 20 000 et 100 000 habitants.

Coups et blessures volontaires en dehors de la famille

Coups et blessures volontaires totaux

Coups et blessures volontaires intrafamiliaux

Violences sexuelles

Cambriolages de logement

Vols avec armes

Vols de véhicules

Vols sans violence contre des personnes

Vols violents sans arme





391 - 402 sur 402

PRÉCÉDENT

SUIVANT

RANG↓	COMMUNE	FAITS EN 2021	POUR 10 000	EVOL. DEPUIS 2017	PLACES GAGNÉES DEPUIS 2017
12	Taverny (95)	28	10.42	-3.6	+62
11	Saint-Médard-en-Jalles (33)	33	10.37	-1.2	+26
10	Vertou (44)	26	10.18	+3.6	-5
9	Le Plessis-Robinson (92)	30	9.98	+0.0	+17
8	Beaupréau-en-Mauges (49)	23	9.82	-0.1	+16
7	Yerres (91)	27	9.21	+2.0	+0
6	Carquefou (44)	17	8.35	-0.2	+11
5	Vanves (92)	22	7.9	+0.3	+4
4	Chemillé-en-Anjou (49)	16	7.68	+5.3	-3
3	Gif-sur-Yvette (91)	16	7.62	+1.1	+1

(91)

2	Le Perreux-sur-Marne (94)	25	7.44	-0.8	+13
1	Chatou (78)	20	6.63	-1.0	+9

391 - 402 sur 402

PRÉCÉDENT

SUIVANT

Source : Ministère de l'Intérieur

FIGDATA

Des villes moyennes comme Vienne, Laon, Annemasse, Gap ou Bergerac ont aussi le triste privilège de nourrir la chronique des faits divers pour des affaires souvent sérieuses. À Laon, dans la nuit du 12 au 13 août dernier, l'agression de trois jeunes par cinq voyous circulant en voiture a causé un vif émoi localement. La PJ, de son côté, pointait dans une note, cette année, la « marseillisation » du trafic de drogue à Chalon-sur-Saône et Dijon.

Alençon a été la proie d'émeutes urbaines dans la nuit du 27 au 28 septembre. Bilan : 24 véhicules incendiés, un abri pour les bus détruit et une centaine de tirs de mortiers lancés contre les forces de l'ordre. Des quartiers s'embrasent désormais en périphérie de Rennes et même en Mayenne, où les kalachnikovs commencent à crépiter. Creil, Nogent-sur-Oise, Vénissieux sont aussi sujets à ces accès de fièvre répétés, sur fond de trafic de stupéfiants et d'échec de la politique d'intégration.

De plus en plus de petites villes et villes moyennes sont gangrenées. Oyonnax, Blois, Mulhouse, Roanne complètent la liste de ces cités autrefois calmes qui connaissent aujourd'hui des bouffées de violence.

“

## **Il y a un transfert de la culture de la banlieue et de ses trafics, avec constitution de bassins de délinquance fortement liés aux maillages des transports**

Alain Bauer, titulaire de la chaire de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Pour Alain Bauer, titulaire de la chaire de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), « *il y a un transfert de la culture de la banlieue et de ses trafics, avec constitution de bassins de délinquance fortement liés aux maillages des transports, ce qui crée de nouvelles zones de chalandises* ». Ce sont ces nouveaux

ancrages des trafics qui génèrent la violence, les règlements de comptes, les guerres de territoire, sur des critères parfois plus ou moins ethniques, dans des zones où les forces de l'ordre étaient, selon ses mots, *« plus habituées à gérer des voleurs de poules qu'à la confrontation avec des trafiquants armés »*.

Alain Bauer voit la contagion gagner de *« petites villes moyennes »* et non plus seulement les *« grosses villes moyennes »* ou celles situées en périphérie des capitales régionales. Le phénomène, selon lui, s'étend aussi en Grande-Bretagne, sur la côte notamment, parallèlement à la crise migratoire qui frappe le pays.

## **Le désengagement de l'État pointé du doigt**

À l'association des maires des Villes de France, on reconnaît dans les villes moyennes *« une aggravation de la délinquance de voie publique et l'émergence de réseaux de criminalité organisée qui étaient plutôt l'apanage de certaines grandes villes »*. Les effectifs de sécurité promis par le gouvernement dans le cadre de son plan 10.000 ? Ils arrivent de manière perlée, mais *« le gros des renforts part dans des communes emblématiques comme Marseille ou Nantes et le gouvernement ne prend pas assez en compte les territoires »*, estime un cadre de l'association.

Dans certaines de ces villes, les BAC de nuit n'ont pas toujours les effectifs suffisants pour être réunies et ce sont les BAC de communes voisines qui doivent les suppléer. Celle de Saint-Quentin (Aisne) fait ponctuellement la soudure jusqu'à Château-Thierry, à plus de 100 kilomètres de ses bases. Les élus font aussi remonter les difficultés des habitants à porter plainte, comme si l'administration voulait parfois les en décourager.

Le désengagement de l'État est pointé du doigt. Ses services renverraient de plus en plus vers la police municipale. *« Les failles dans l'application des peines contribuent à enraciner chez les délinquants un sentiment d'impunité »*, estime, en outre, un directeur général adjoint de Villes de France. L'hôte de Beauvau, Gérald Darmanin, n'ignore rien des difficultés des maires, étant lui-même issu d'un fief électoral ancré dans l'un des secteurs les plus concernés par les soubresauts du crime. Son projet de Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi) est censé corriger certains des déséquilibres dénoncés. Mais la police ne soignera pas, à elle seule, tous les maux de la société.

**À VOIR AUSSI** - Nantes, la sixième ville de France, connaît un regain de l'insécurité dans ses rues

